

tenue sous la présidence de Monsieur DE SAINT-EXUPERY DE CASTILLON, assisté(e)
de Madame GENTY et Monsieur AUBRY, Conseillers
En présence de Madame DUCHESNE, Rapporteure publique
Madame SANTERRE, Greffière

09 heures 00

01)	DOSSIER N° 2201051	RAPPORTEURE: Madame Florence GENTY
Titre de l'affaire	Mme Jocelyne G. demande au tribunal d'annuler la décision prise par le conseil interdépartemental de l'ordre des infirmiers des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques le 12 mai 2022 de ne pas déférer l'infirmière A.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame G. Jocelyne	Madame G. Jocelyne
Défendeur	CONSEIL INTERDEPARTEMENTAL DE L'ORDRE DES INFIRMIERS DES LANDES, DU LOT-ET-GARONNE ET DES	Maître COBESSI Florence (Cour)
02)	DOSSIER N° 2202337	RAPPORTEURE: Madame Florence GENTY
Titre de l'affaire	Mme Jocelyne G. demande au tribunal d'annuler la décision prise par le conseil interdépartemental de l'ordre des infirmiers des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques, de ne pas déférer l'infirmière B.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame G. Jocelyne	Madame G. Jocelyne Maître
Défendeur	CONSEIL INTERDEPARTEMENTAL DE L'ORDRE DES INFIRMIERS DES LANDES, DU LOT-ET-GARONNE ET DES	COBESSI Florence (Cour)

09 heures 00

03)	DOSSIER N° 2202339	RAPPORTEURE: Madame Florence GENTY
Titre de l'affaire	Mme Jocelyne G. demande au tribunal d'annuler la décision prise par le conseil départemental de l'ordre des médecins de ne pas déférer les docteurs P. et M..	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame G. Jocelyne	Madame G. Jocelyne
Défendeur	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES DE L'ORDRE DES MÉDECINS	
04)	DOSSIER N° 2301658	RAPPORTEURE: Madame Florence GENTY
Titre de l'affaire	Mme Jocelyne G. demande au Tribunal l'exécution du jugement n° 2000981 du 13 octobre 2022	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame G. Jocelyne	Madame G. Jocelyne
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER D'OLORON-SAINTE-MARIE	SELARLU KARINE LHOMY (Cour)
05)	DOSSIER N° 2200277	RAPPORTEUR: Monsieur Lilian AUBRY
Titre de l'affaire	M. Pierre S. demande l'annulation de la déclaration préalable DP 064433204L004 du 8 octobre 2020 faite au maire de la commune d'Osse-en-Aspe à M. Denis M. pour un projet sis Impasse du Castech ensemble le rejet implicite du maire de ladite commune suite à réclamation préalable du 29 septembre 2021	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur S. Pierre	Monsieur S. Pierre
Défendeur	Monsieur et Madame M. Denis COMMUNE D'OSSE EN ASPE	Monsieur et Madame M. Denis

09 heures 00

06)	DOSSIER N° 2200894	RAPPORTEUR: Monsieur Lilian AUBRY
Titre de l'affaire	L'indivision G. demande l'annulation de la décision implicite de rejet de leur demande d'abrogation d'emplacements réservés et du secteur UGBi inscrits au PLU de Biarritz, née le 24 février 2022 du silence gardé par le président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame G. Brigitte Madame G. épouse B. Valérie Madame G. Gwenaël	SELARL CHAPON & ASSOCIÉS (Cour) SELARL CHAPON & ASSOCIÉS (Cour) SELARL CHAPON & ASSOCIÉS (Cour)
Défendeur	COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAYS BASQUE	SELARL CABINET CAMBOT
Observateur	COMMUNE DE BIARRITZ	
07)	DOSSIER N° 2201501	RAPPORTEUR: Monsieur Lilian AUBRY
Titre de l'affaire	L'Indivision G. demande l'annulation de la décision implicite de rejet de leur demande d'abrogation du Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport Biarritz Pays Basque, dont a été saisi le 08 mars 2022 le Préfet des Pyrénées-Atlantiques.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame G. Brigitte Madame G. Valérie Madame G. Gwenaël	SELARL CHAPON & ASSOCIÉS (Cour) SELARL CHAPON & ASSOCIÉS (Cour) SELARL CHAPON & ASSOCIÉS (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	

09 heures 00

08)	DOSSIER N° 2300489	RAPPORTEUR: Monsieur Lilian AUBRY
Titre de l'affaire	L'Indivision G. demande l'annulation de la décision implicite de rejet du Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque de la demande d'abrogation d'emplacements réservés et du secteur UGBi inscrits au PLU de BIARRITZ, et de la trame verte « parcs et jardin » du Site Patrimonial Remarquable de BIARRITZ.	
Demandeur	Nom des parties Madame G. Brigitte Madame G. Valérie Madame G. Gwenael	Représentants des parties SELARL CHAPON & ASSOCIÉS (Cour) SELARL CHAPON & ASSOCIÉS (Cour) SELARL CHAPON & ASSOCIÉS (Cour)
Défendeur	COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAYS BASQUE	SELARL CABINET CAMBOT
Observateur	COMMUNE DE BIARRITZ	
09)	DOSSIER N° 2301385	RAPPORTEUR: Monsieur Lilian AUBRY
Titre de l'affaire	Le préfet des Pyrénées-Atlantiques défère devant le tribunal l'arrêté de non-opposition à déclaration préalable n° DP 064 024 22 B0545 délivré le 10 novembre 2022 par la commune d'Anglet à l'association Aintzina Zaldiax pour l'implantation de 2 boxes pour chevaux, ensemble le rejet implicite de son recours gracieux.	
Demandeur	Nom des parties PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	Représentants des parties
Défendeur	COMMUNE D'ANGLET ASSOCIATION AINTZINA ZALDIAX	PECASSOU LOGEAS AVOCATS (Cour)
10)	DOSSIER N° 2501292	RAPPORTEURE: Madame Florence GENTY
Titre de l'affaire	M. Mourad R. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 256400335 pris par le préfet des Pyrénées-Atlantiques le 8 avril 2025 portant refus de renouvellement de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français, fixant le pays de renvoi et portant interdiction de retour sur le territoire français pendant trois ans	
Demandeur	Nom des parties Monsieur R. Mourad	Représentants des parties SP AVOCATS (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	PREFET

09 heures 00

11)	DOSSIER N° 2401085	RAPPORTEUR: Monsieur Lilian AUBRY
Titre de l'affaire	M. Rafiq A. B. demande au Tribunal d'annuler l'arrêté du préfet des Hautes-Pyrénées en date du 11/03/24 portant refus de séjour obligation de quitter le territoire français dans le délai d'un mois, fixant le pays de renvoi et prononçant une interdiction de retour pendant 2 ans.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur A. B.Rafiq	Maître MOURA Henri (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES	
12)	DOSSIER N° 2401758	RAPPORTEUR: Monsieur Lilian AUBRY
Titre de l'affaire	Mme Ramssati M. demande au tribunal d'nnuler l'arrêté n°2024-06-06C pris par le préfet des Hautes-Pyrénées le 6 juin, reçu le 12 juin 2024, portant refus de séjour, obligation de quitter le territoire avec délai de départ volontaire et fixant le pays de renvoi avec interdiction de retour pour une durée d'un an	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame M. Ramssati	Maître BEDOURET Elodie (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES	PREFET
13)	DOSSIER N° 2401851	RAPPORTEUR: Monsieur Lilian AUBRY
Titre de l'affaire	Mme Lana A. épouse S. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-06-17-c pris par le préfet des Hautes-Pyrénées le 17 juin 2024 portant refus de séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours et interdiction de retour pendant une durée d'un an	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame A. épouse S. Lana	Maître BEDOURET Elodie (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES	

09 heures 00

14)	DOSSIER N° 2202141	RAPPORTEUR: Monsieur Lilian AUBRY
-----	--------------------	-----------------------------------

Titre de l'affaire La SARL SURF 1 demande l'annulation de l'arrêté du 1er mars 2022 par lequel le préfet des Pyrénées-Atlantiques a déclaré cessibles au bénéfice de la Société Immobilière de l'Aménagement du Béarn (SIAB) les lots 3 et 5 de la copropriété située 17/19 rue de la République à Pau, figurant dans le programme de travaux n°3 de restauration immobilière portant sur dix immeubles du centre-ville, ensemble la décision du 26 juillet 2022 portant rejet de son recours gracieux contre cet arrêté.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SARL SURF1	
Défendeur	PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	
	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU BÉARN	SCP BOUYSSOU ET ASSOCIÉS
Intervenant	SA PAU BEARN HABITAT	SCP BOUYSSOU ET ASSOCIÉS
	SOCIETE D'EQUIPEMENT DES PAYS DE L'ADOUR	SCP BOUYSSOU ET ASSOCIÉS

Arrêté le 14/01/2026
Le président du tribunal